ENTRETIEN AVEC IGNACIO CEMBRERO, JOURNALISTE AU QUOTIDIEN ESPAGNOL *EL PAIS*

«Le pouvoir, en Algérie, est le moins monolithique d'Afrique du Nord»

Après des études à la Fondation nationale des sciences politiques puis au Centre de formation des journalistes à Paris, Ignacio Cembrero a rejoint en 1979, en qualité de journaliste, le quotidien espagnol à grand tirage* El Pais*. Il a été le correspondant de ce quotidien, successivement, au Moyen-Orient à partir de Beyrouth (1982-1986), puis à Bruxelles (1986-1989). Il a été, également, correspondant diplomatique d'*El Pais *à Bruxelles, chargé du suivi de la politique étrangère espagnole (1989-1996). Il a pris congé du quotidien un temps pour s'occuper, au sein de la Commission européenne, de la coordination du programme Méda Démocratie pour la Méditerranée (1996-2000). Depuis 2000, il est retourné au journal où il couvre la région Maghreb. Il y a supervisé la publication des câbles WikiLeaks concernant le Grand Maghreb et la politique étrangère espagnole. Il est l'auteur d'un ouvrage de référence sur les rapports maroco-espagnols publié en 2006 sous le titre :* Voisins lointains, rapports secrets entre l'Espagne et le Maroc*.

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

Mohamed Chafik Mesbah : commençons par une question qui peut paraître incongrue. Vous êtes en charge au quotidien espagnol *El Pais* du desk Maghreb. A ce titre, vous êtes familier de l'actualité maghrébine dans tous ses aspects. Quel est l'importance du Maghreb dans les priorités d'*El Pais* et quelle attention accorde l'opinion publique espagnole à cette région du monde ? Comment expliquer ce degré d'attention ?

Ignacio Cembrero : Pour des considérations objectives, le Maghreb devrait occuper une place de choix _parmi les centres d'intérêt de la presse espagnole. Les échanges commerciaux de l'Espagne, aujourd'hui, avec le Maghreb sont plus importants qu'avec l'Amérique du Sud. L'Algérie, tout particulièrement, est le premier fournisseur énergétique de l'Espagne. Ne serait-ce que pour ces deux raisons, le Maghreb devrait être au cœur des préoccupations de la presse espagnole, mais ce n'est pas le cas.

Les médias espagnols s'intéressent au Maghreb sous d'autres angles, par rapport au conflit du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole, et par rapport aux problèmes bilatéraux avec le Maroc, car ce pays fut, lui aussi, en partie, une colonie espagnole.

Ce dernier pays, d'ailleurs, est de loin le plus couvert par la presse espagnole. L'Algérie figure en deuxième place. La Tunisie, pour sa part, avait, presque toujours, été ignorée dans la presse espagnole jusqu'à la Révolution du jasmin qui y a commencé le 17 décembre dernier. Il est évident, cependant, que les autorités espagnoles, davantage conscientes de l'importance du Maghreb que leur opinion publique, accordent à cette région une grande place dans la politique étrangère du pays.

Le monde arabe, dans sa globalité, est traversé par une onde de choc qui défait, l'un après l'autre, les régimes absolutistes. Votre connaissance du terrain maghrébin a-t-elle était prise en défaut par le cours actuel des événements ? Dans le cas contraire, des bouleversements qui se sont produits ou qui s'annoncent étaient, selon vous, prévisibles ?

J'ai été pris en défaut, mais qui ne l'a pas été ? Je me souviens tant de fois d'avoir écouté raconter par les uns et les autres, aux diplomates ou aux académiciens européens, que la Tunisie était, de loin, le pays le plus stable d'Afrique du Nord. C'est pourtant là que tout à commencé. Dans le cadre de l'opération WikiLeaks, j'ai lu des centaines de télégrammes de l'ambassade américaine à Tunis dont certains remontaient au début 2010. C'était, en apparence, de très bonnes analyses pleines de données, toutes basées sur des sources solides, mais elles ne prévoyaient pas la révolution. Si l'on m'avait dit que la révolution allait déferler sur le monde arabe, j'aurais dit ne pas y croire. Si l'on avait insisté pour me demander quel est le pays où cela commencerait, j'aurais répondu l'Algérie. Pourquoi ? Parce-que je ne connais aucun autre pays au Maghreb où existe un tel divorce – apparent —entre la rue et le pouvoir. En Algérie, l'homme de la rue proteste sans cesse et depuis toujours. Il est, par ailleurs, convaincu qu'il est le citoyen pauvre d'un État riche par ses hydrocarbures. En Tunisie ou au Maroc, le citoyen lambda, par contre, était beaucoup plus prudent, jusqu'a très récemment.

Parmi les pays importants dans le monde arabe et au Maghreb en particulier, l'Algérie et la Maroc restent épargnés par l'onde de choc que nous venons d'évoquer. L'Algérie et le Maroc, malgré les différences de situations, constitueraient une exception ?

Je ne pense par que le Maroc et l'Algérie soient épargnés. Chaque pays évolue à son rythme et de façon différente. Il y a des moments où la rue appuie sur l'accélérateur et d'autres ou elle tend à freiner. Au Maroc, les choses bougent depuis février avec les manifestations initiées par des jeunes. Le roi Mohammed VI a cherché à prendre les devants en annonçant, le 9 mars, une révision de la Constitution et d'autres réformes de moindre envergure. Ce qui, il y a six mois, aurait été considéré comme révolutionnaire ne satisfait guère plus les contestataires virulents. Un certain bras de fer est engagé. En Algérie, la contestation semble moins perceptible, mais l'effervescence sociale y est à son paroxysme et dans les arcanes du pouvoir aussi, on commence à parler de réforme constitutionnelle «contrôlée». Nous savons comment ces processus commencent, nous ne pouvons pas prévoir la manière dont ils se terminent.

> ***«Le Maroc et le Front Polisario – qui compte sur l'appui de l'Algérie – ne vont pas résoudre le conflit tous seuls. Ils n'en ont pas la volonté. Il faut que les grandes puissances s'y intéressent de près.»***

Examinons, plus particulièrement, la situation en Algérie. Vous diriez que le potentiel de contestation populaire y est faible et le système politique plutôt stable ? A l'inverse, l'exaspération populaire vous semble y être à son paroxysme et la stabilité du système politique précaire ?

Il m'est très difficile de répondre à cette question. Je pense qu'en Algérie le potentiel de contestation populaire est énorme, mais je sais aussi que l'État est riche et qu'il peut amadouer la contestation en satisfaisant partiellement les revendications sociales. Il peut, en tout cas, gagner du temps. Sur le fond, le modèle algérien socio-économique constitue, à deux titres, un échec. Le pays est riche mais sa population, jusqu'a récemment, plus instruite que celle de ses voisins, ne jouit pas, en termes de développement humain, d'un niveau de vie qui corresponde au degré de richesse de l'Algérie. Ensuite, après 50 ans d'indépendance presque, l'économie reste exclusivement basée sur les hydrocarbures avec 98% du total des exportations. A deux pas de l'Europe, le continent qui exporte le plus de touristes, l'Algérie est un très beau pays. Pourquoi le pays ne construit pas ces infrastructures capables d'accueillir les touristes pour créer des centaines de milliers d'emplois ? Je ne sais pas, par ailleurs, pour coller à votre question, en quoi consiste le système politique algérien ? Lors de mon dernier séjour en Algérie, à la mi-février, j'ai posé la même question à trois personnes supposées être bien renseignées : «Qui commande en Algérie ?» J'ai obtenu trois réponses différentes : dans la première, ce sont les civils avec Bouteflika à leur tête qui commandent, dans la deuxième c'est le DRS et, dans la troisième, enfin, ce sont Bouteflika et le DRS qui se le partagent moitié-moitié. Jusqu'en 1999 les choses étaient claires, mais depuis l'arrivée de Bouteflika à la Présidence, je n'arrive pas, personnellement, à comprendre, clairement, la situation. Je ne suis d'ailleurs pas le seul. L'ancien ambassadeur américain à Alger, Robert Ford, se posait aussi la même question dans les télégrammes qu'il envoyait à Washington : «Où est le pouvoir en Algérie ?» Je ne le sais pas, mais j'ai peut-être un début de réponse : «Le pouvoir, en Algérie, est le moins monolithique d'Afrique du Nord.»

> ***«L'Algérie, tout particulièrement, est le premier fournisseur énergétique de l'Espagne. Ne serait-ce que pour ces deux raisons, le Maghreb devrait être au cœur des préoccupations de la presse espagnole, mais ce n'est pas le cas.»***

Dans le cas particulier de la Libye, comment expliquez-vous la capacité de résistance du colonel Kadhafi ? Par l'inconsistance du mouvement de rébellion, faible organiquement et militairement ? Par les spécificités du régime libyen fondé sur des solidarités tribales et claniques, plutôt que sur les catégories politiques conventionnelles ?

La réponse est, dans une large mesure, contenue dans votre question. La Libye est un pays artificiel composé de trois régions bien distinctes fédérées par le colonisateur italien qui n'y est pas resté longtemps. L'Est, la Cyrénaïque, a toujours été frondeur est attaché à la monarchie. Les tribus de la Tripolitaine semblent être moins réticentes au colonel Kadhafi. Qui plus est les unités d'élite de l'armée, celles qui comptent, sont aux ordres de la famille Kadhafi. Elles ont reçu des renforts de mercenaires qui étaient déjà sur place ou d'autres, comme les Touareg, recrutés, rapidement, dans le Sahel. En face, pour les combattre, il n'y avait que l'armada de Brancaleone ou, comme l'on dit chez vous, l'armée de Pancho Villa.

Vous êtes un spécialiste du conflit du Sahara occidental dont vous avez suivi toutes les péripéties, même sur le terrain opérationnel. Quelles sont les perspectives pour un dénouement, à délai raisonnable, de ce conflit ? Un Maghreb démocratique peut-il contribuer à un dénouement plus rapide du conflit ?

Je ne pense pas que, dans un délai raisonnable, ce conflit puisse être résolu. Le Maroc et le Front Polisario – qui compte sur l'appui de l'Algérie – ne vont pas le résoudre tous seuls. Ils n'en ont pas la volonté. Il faut que les grandes puissances s'y intéressent de près. Or, ce n'est pas le cas. Pourquoi ? Parce ce qu'il ne déstabilise pas la région. Pour qu'il inquiète les grandes puissances, pour qu'elles s'impliquent, réellement, en vue d'imposer une solution il faut que, de nouveau, se déroule la guerre, comme avant 1991. Le Polisario, les jeunes Sahraouis, en tous les cas, le souhaitent. Mais cette décision ne se prend pas à Tindouf, elle se prend à Alger. Alger n'y est pas favorable. Cela ressort très clairement des propos du président Bouteflika tels que rapportés dans les télégrammes de l'ambassadeur américain à Alger.

●●●